COLOMBIE-BRITANNIQUE—RÈGLEMENT DE LA
GRÈVE DES PÊCHEURS DE HARENG

A l'appel de l'ordre du jour.

(Traduction)

M. Ron Basford (Vancouver-Burrard): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Pêcheries s'il croit que la grève des pêcheurs de hareng de Colombie-Britannique sera réglée bientôt?

L'hon. H.-J. Robichaud (ministre des Pêcheries): Monsieur l'Orateur, j'ai le plaisir d'informer la Chambre que je viens de recevoir de Vancouver des nouvelles selon lesquelles l'association et le syndicat se sont entendus sur la somme de \$14.48 la tonne, et en sont venus à un accord au sujet d'un régime médical administré par les compagnies. L'association a également conclu un accord avec les armateurs. Les membres devaient voter ce matin à Vancouver et il est prévu que la pêche recommence le 26 novembre à midi.

M. Frank Howard (Skeena): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. N'est-il pas vrai que le ministre des Pêcheries n'a aucune responsabilité à l'égard de ces questions?

L'hon. M. Robichaud: En effet, mais cela ne m'enlève pas le privilège de renseigner la Chambre à cet égard. (Applaudissements)

M. Howard: Ma foi, cela le devrait. Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question de privilège à ce sujet; je veux bien obtenir ces renseignements, mais vous avez toujours déclaré ces questions irrecevables et les ministres ont toujours refusé de répondre aux questions qui ne sont pas de leur compétence. A mon sens, cette règle devrait continuer à s'appliquer.

M. Basford: A propos de la question de privilège, monsieur l'Orateur, permettez-moi de dire que l'honorable député de Skeena est tout simplement contrarié de ce qu'il n'a pas posé cette question. (Applaudissements) Le chef de son parti vient juste de poser cinq questions concernant une grève dans la province de Québec. J'estime avoir droit de poser une question au sujet d'une grève dans la province de Colombie-Britannique.

M. l'Orateur: A l'ordre! Nous avons suffisamment traité de ce point.

(Texte)

LA CONFÉDÉRATION

ON AURAIT DEMANDÉ UN STATUT PARTICULIER POUR LE QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au très honorable premier ministre.

A-t-il pris connaissance de la déclaration que le premier ministre de la province de Québec a faite, à Toronto, lundi dernier, dans laquelle il demandait un statut particulier pour le Québec, et le premier ministre a-t-il l'intention de communiquer avec le premier ministre du Québec à ce sujet?

(Traduction)

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai eu le plaisir de lire la déclaration du premier ministre de la province de Québec à Toronto. Elle représente, à mon avis, un exposé très réaliste de la situation canadienne.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PRÊTS AUX ÉTUDIANTS—DEMANDE DE PRÉCISIONS SUR LA CONFÉRENCE D'OTTAWA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Reg Cantelon (Kindersley): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre des Finances; je lui en ai donné préavis. Sauf erreur, lundi et mardi derniers il y a eu une réunion des représentants provinciaux et fédéraux, en vue de discuter de détails administratifs du régime de prêts aux étudiants. Le ministre aurait-il l'obligance de faire une déclaration à ce sujet?

L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable député de m'avoir donné préavis de sa question. J'ai déclaré, mardi dernier, je pense, que je pourrais faire une déclaration à ce sujet vers la fin de la semaine. Comme j'entends fournir des chiffres aussi récents que possible, et que je ne pourrai les obtenir avant lundi, je ferai ma déclaration au début de la semaine prochaine.

(Texte)

L'INDUSTRIE

SAINT-BRUNO—ÉTABLISSEMENT DES USINES
RENAULT ET PEUGEOT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie?

L'honorable ministre a-t-il une déclaration à faire à la Chambre concernant l'établisse-